

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

L'Acheteur

État
Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires
Direction Interdépartementale des Routes Nord

Représentant de l'acheteur (RA)

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Nord par
arrêté du préfet coordonnateur des itinéraires routiers, préfet de la
région Hauts-de-France, préfet du Nord, en date du 28 mars 2024

Objet du marché

Fourniture, pose et dépose de panneaux de signalisation permanente
de police et de direction et de leurs supports sur l'ensemble du réseau
routier national géré par la DIR Nord

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 23/01/2025 à 12h00 (heure locale
de l'adresse de l'acheteur)

Le présent CCAP comporte 1 annexe.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	<u>4</u>
1-1. Objet du marché et normes.....	<u>4</u>
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	<u>5</u>
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	<u>7</u>
1-4. Passation des commandes et demande de devis.....	<u>7</u>
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>8</u>
1-6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	<u>8</u>
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	<u>9</u>
1-8. Dispositions générales.....	<u>9</u>
1-9. Ordres de service.....	<u>13</u>
1-10. Clause de non exclusivité.....	<u>13</u>
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	<u>13</u>
ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES. <u>14</u>	<u>14</u>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	<u>14</u>
3-2. Contenu des prix – Règlement des comptes.....	<u>14</u>
3-3. Variation dans les prix.....	<u>16</u>
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	<u>19</u>
ARTICLE 4. DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	<u>19</u>
4-1. Délai d'exécution.....	<u>19</u>
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	<u>20</u>
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	<u>20</u>
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	<u>22</u>
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	<u>23</u>
5-1. Retenue de garantie.....	<u>23</u>
5-2. Avances.....	<u>23</u>
ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	<u>24</u>

ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	<u>24</u>
7-1. Mise en place du marché.....	<u>24</u>
7-2. Programme d'exécution.....	<u>25</u>
7-3. Conditions d'exécution.....	<u>25</u>
7-4. Conditions d'intervention.....	<u>27</u>
7-5. Formation.....	<u>27</u>
7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	<u>27</u>
ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....	<u>27</u>
8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais.....	<u>27</u>
8-2. Admission.....	<u>29</u>
8-3. Garantie(s).....	<u>30</u>
ARTICLE 9. RÉSILIATION.....	<u>30</u>
ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....	<u>31</u>
ARTICLE 11. CLAUSE D'INSERTION PAR L'ÉCONOMIE.....	<u>31</u>
11-1. Le principe.....	<u>31</u>
11-2. L'accompagnement de l'insertion.....	<u>36</u>
11-3 Modalités de contrôle.....	<u>36</u>
11-4 L'insertion à l'issue du marché.....	<u>39</u>
ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	<u>39</u>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché et normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

La fourniture, la pose et la dépose de panneaux de signalisation permanente verticale et de leurs supports.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : les Centres d'Entretien et d'Intervention et les centres de l'Équipe Spécialisée de Travaux de la DIR Nord ainsi que l'ensemble du réseau routier national géré par la DIR Nord. Il s'étend sur les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de l'Aisne, de la Marne, des Ardennes, de l'Oise et de la Somme.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L. 2125-1 1° et R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du CCP.

Dans l'annexe 1 du présent CCAP se trouve :

- le document « liste indicative des sites de livraison » comprenant à titre informatif les adresses actuelles des sites de livraison et de stockage ;
- les cartographies du réseau routier national géré par la DIRN par district.

Les adresses et coordonnées définitives de livraison figureront sur les bons de commande.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

1. Le chef de service du Service des Politiques et Techniques (SPT) ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG) ;
- d) Décisions d'application ou de non application des pénalités ;
- e) Signature et notification des ordres de service dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG. L'ordre de service est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché ;
- f) signature des bons de commande selon seuils de délégation.

2. Les chefs de l'AGRE et de l'AGRO, du SIRE et du SIRO ou leurs représentants et le chef de la cellule SR pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 28 et 29 du CCAG) ;
- f) signature des bons de commande selon seuils de délégation.

1-2.2. Notification des décisions

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

1-2.3. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les conditions suivantes :

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Dans ce cas, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges.

Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande notifie par ordre de service les délais d'exécution et précise à partir de quelle date ils s'entendent. Il précise les conditions d'exécution.

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG.

1-4. Passation des commandes et demande de devis

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commande signés par le représentant de l'acheteur ou son représentant habilité, définis à l'article 1.2.1 du présent CCAP.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi au vendredi, par mail avec accusé de réception entre 8h00 et 17h00. **Le titulaire devra accuser réception dans un délai maximum de 72 heures** par renvoi en mail du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique du pouvoir adjudicateur fera foi en cas de contestation.

Les retours de devis ne devront pas excéder deux semaines à compter de la date de la réception de la commande.

Chaque bon de commande précise :

- la désignation des prestations et la catégorie des produits ;
- la quantité commandée par catégorie ;
- les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- le montant par catégorie de produits ;
- le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- le lieu d'exécution/de livraison ;
- le délai d'exécution ;
- les conditions d'exécution des prestations s'il y a lieu (horaires de jour ou de nuit) ;
- les mesures d'exploitation s'il y a lieu (balisage régie ou entreprise) ;
- la référence du marché ;
- le numéro de SIRET de l'État : 11000201100044 ;
- le code du service exécutant de la dépense : CGFB200059 ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ).

Le Représentant de l'Acheteur ou son représentant habilité confie au titulaire, pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le mandataire du

groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du Représentant de l'Acheteur.

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de fournitures est alloti ; les fournitures sont réparties en 2 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot 1	Fourniture, pose et dépose d'équipements de signalisation permanente verticale pour l'Arrondissement de Gestion de la Route Est (AGRE)
Lot 2	Fourniture, pose et dépose d'équipements de signalisation permanente verticale pour l'Arrondissement de Gestion de la Route Ouest (AGRO)

1-6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1 Obligations de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.9 du présent CCAP.

1-6.2. Sites sensibles

Sans objet.

1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-3.10 du présent CCAP.

1-7. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-8. Dispositions générales

1-8.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D. 8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D. 8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. En application du décret n° 2017-825 du 5 mai 2017, cette liste est complétée, le cas échéant du numéro de la carte "dite carte BTP".

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D. 8254-2 à 5 du code du travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D. 8222-7 et 8 du code du travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D. 8254-2 à 5 du code du travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. En application du décret n° 2017-825 du 5 mai 2017, cette liste est complétée, le cas échéant du numéro de la carte "dite carte BTP".

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D. 8254-2 à 5 du code du travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R. 2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le

sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L. 1262-1-1 et R. 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 32.3 du CCAG.

1-8.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du

marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-8.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R. 2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

1-8.5. Clauses sociales et environnementales

1-8.5.1. Clauses sociales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

1-8.5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n ° 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Ces prescriptions sont reprises dans le SOGED établi par le titulaire qui constitue un critère de jugement des offres.

1-9. Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

1-10. Clause de non exclusivité

L'acheteur se réserve le droit pendant toute la durée du marché de pouvoir recourir à un autre fournisseur que le titulaire du marché, dans la limite de

100 000 € HT par lot et par an, pour toutes les prestations dont les délais ne pourraient pas être tenus par le titulaire et pour lesquelles il aura pris le soin d'en informer l'acheteur ou son représentant dès réception du bon de commande ou pour lesquelles le constat de carence aura été fait par l'acheteur ou son représentant. Dans le cas de recours à cette clause, l'acheteur mettra en œuvre au préalable, les mesures de publicité et mises en concurrence applicables dans le respect des règles relatives à l'estimation de la valeur des besoins.

Cette clause ne dégage pas le titulaire de l'application des pénalités décrites à l'article 4 du CCAP.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

Pièces particulières

- L'acte d'engagement du lot concerné et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties au moment de l'attribution**);
- La Liste des Prix (LP) du lot concerné ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Schéma Organisationnel de la Gestion des Déchets (SOGED) ;
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) ;
- Les bons de commande émis au titre du présent marché ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Le catalogue du fournisseur et la liste des prix de référence du catalogue ;
- Les certificats d'homologation, les droits d'usage NF Équipements de la route et les fiches techniques des produits certifiés ; certificats délivrés par l'Ascquer ou équivalent.

Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par

l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106868A) et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix – Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3-2.2.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

Pour les prix absents de cette liste, par application, aux quantités réalisées, des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le tarif constitué par le catalogue du fournisseur, affectés de rabais indiqué à l'article 2 de l'acte d'engagement.

3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché

Le montant des sommes dues sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du titulaire et le représentant de l'acheteur.

En complément des articles 11 et 12 du CCAG, les factures seront transmises à l'issue de la réalisation de chaque bon de commande.

Les règlements du marché se feront au fur et à mesure de la transmission des factures par le titulaire.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

La transmission des factures s'effectue conformément à la réglementation.

Dans un but de mise en œuvre des objectifs de traitement dématérialisé des factures au ministère, l'utilisation du portail de facturation Chorus Pro est demandée dans le cadre de l'exécution de ce marché, selon les obligations réglementaires en vigueur.

La dématérialisation des factures avec Chorus pro peut être opérée selon plusieurs modalités parmi lesquelles la saisie en ligne de la facture et le dépôt en ligne de la facture. Des possibilités sont aussi proposées qui permettent aux opérateurs économiques de mener le raccordement de leur système informatique de facturation directement à Chorus Pro ou par l'intermédiaire d'un portail tiers.

En plus du dépôt sur le portail, **il est exigé un envoi dématérialisé de la copie de la facture avec une mention « COPIE » dessus qui sera envoyée à l'adresse mail indiquée sur chaque bon de commande. Cette copie sera utilisée dans le cadre des Dégâts aux Domaines Publics (DDP) et transmise aux assurances des tiers. Si cette copie n'est pas envoyée, le titulaire encourt une pénalité indiquée au 4-3.9 du présent CCAP.**

Des informations complémentaires relatives à la facturation seront communiquées ultérieurement au titulaire du marché.

Le point de départ du délai de paiement court à compter du dépôt de la facture sur Chorus Pro (le dépôt et la réception sur Chorus Pro ont lieu simultanément).

Le portail Chorus Pro est accessible par internet en se connectant à l'URL :
<https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour information, le site suivant centralise la documentation sur Chorus Pro :
<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L. 2192-12 à L. 2192-14 et R. 2192-31 à R. 2192-34 et R. 2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir,

majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues et par dérogation à l'article 15.3 du CCAG aux primes.

3-3.1. Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4 du présent CCAP.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du règlement de la consultation et du présent CCAP.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

Pour les 2 lots, Les index de référence *I* choisis en raison de leur structure pour la révision des prestations sont :

TP08 : Travaux d'aménagement et entretien de voirie

ICHT-IME : coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques

010763880 : produit sidérurgique en acier allié

010764190 : produit en aluminium

Ils sont publiés :

- sur le site internet de l'INSEE ;
- sur le site internet Le Moniteur ;
- au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG, le prix facturé sera celui en date du bon de commande.

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = 0,20 \cdot (I_{CHT-IME_{n-3}} / I_{CHT-IME_{o-3}}) + 0,30 \cdot (Aluminium_{n-3} / Aluminium_{o-3}) + 0,05 \cdot (Acier_{n-3} / Acier_{o-3}) + 0,45 \cdot (TP08_{n-3} / TP08_{o-3})$$

avec : I_{o-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins trois mois ;

I_{n-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de janvier moins trois mois.

Les prix sont révisables annuellement au 1^{er} janvier de chaque année.

Pendant la 1^{ère} année les prix sont fermes, la révision se fait annuellement au 1^{er} janvier de l'année suivante la date d'anniversaire de notification.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

Le titulaire est tenu de faire parvenir à l'acheteur son calcul de révision via la transmission d'une liste de prix révisée dès la parution par l'INSEE de la valeur de l'index permettant la révision effective applicable au 1^{er} janvier. Ce calcul devra être envoyé par mail à l'adresse suivante :

gfm.spt.dirn@developpement-durable.gouv.fr, et au plus tard à la date du 30 novembre.

Sans retour de l'acheteur, 1 mois après la date de révision, la liste est acceptée.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne fait pas connaître sa proposition de révision de prix à la date prévue et sans que l'acheteur ne soit tenu de relancer le titulaire, les prix sont réputés reconduits pour la période suivante.

En complément de l'article 10.2.3. du CCAG FCS, l'arrondi au millième supérieur est appliqué au résultat final.

Clause de sauvegarde :

Les prix résultant du nouveau tarif du titulaire ne peuvent pas dépasser de plus de 2,5 % les prix initiaux du marché.

Si un ou des prix résultant du nouveau tarif du titulaire dépassent de plus de 2,5 % les prix initiaux du marché, l'acheteur se réserve, par dérogation à l'article 41 du CCAG et après mise en demeure restée sans effet dans un délai d'un mois, le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date

d'application de son nouveau tarif.

À la notification du marché, le titulaire enverra à chaque site de la DIR Nord, un exemplaire de son catalogue. Un catalogue sera également envoyé à chaque modification du contenu de ce dernier (y compris une modification de dénomination des références).

À chaque modification des références catalogue, le titulaire doit en informer l'acheteur.

Pour toute commande d'un montant supérieur à 1 000 € HT sur des prix hors liste des prix, l'acheteur se réserve le droit de déroger au principe d'exclusivité en réalisant une mise en concurrence des devis selon les modalités appropriées.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans l'acte spécial, le titulaire est tenu

de fournir à l'acheteur des DC4 modificatifs signé du titulaire et de son sous-traitant ;

- Faute de fournir ces documents, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant soustraité.

ARTICLE 4. DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4-1. Délai d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement et dans chaque ordre de service notifiant un bon de commande.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, Il sera appliqué une pénalité de :

- **50,00 € HT** par jour de retard pour les commandes dont le montant est inférieur à 10 000 € HT ;
- **1/200°** du montant de la partie de prestation livrée ou exécutée avec retard par jour de retard pour les commandes dont le montant est supérieur ou égal à 10 000 € HT.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les lots.

4-3.1. Pénalité liée au balisage

En cas de balisage par la DIR Nord

4-3.1.1 Pénalité pour retard d'intervention

Sur autoroute et route à chaussées séparées :

En cas de retard en fin d'intervention de jour ou de nuit, ne permettant pas la dépose de la signalisation de chantier à l'heure imposée par le gestionnaire, le titulaire subit une pénalité de **500,00 €** par demi-heure de retard entamée par

rapport à l'heure fixée pour la fin des travaux.

Sur route bidirectionnelle :

En cas de retard en fin d'intervention de jour ou de nuit, ne permettant pas la dépose de la signalisation de chantier à l'heure imposée par le gestionnaire, le titulaire subit une pénalité de **300,00 €** par demi-heure de retard entamée à partir de la première minute de retard par rapport à l'heure fixée pour la fin des prestations.

4-3-1.2 Pénalités pour absence d'intervention

Le titulaire subit, en cas d'absence du titulaire sur une intervention programmée sous balisage régie, une pénalité forfaitaire de **2 400,00 €**. Il est bien stipulé ici que le report ou l'annulation d'une intervention sur demande motivée du titulaire devra s'effectuer dans un délai de prévenance d'au moins 48 heures avant l'heure de début d'intervention.

En cas de balisage par le titulaire

4-3-1.3 Pénalités pour non-respect de l'heure de fin d'intervention

Sur autoroute et route à chaussées séparées :

En cas de retard en fin d'intervention de jour ou de nuit, ne permettant pas la dépose de la signalisation de chantier à l'heure imposée par le gestionnaire, le titulaire subit une pénalité de **500,00 €** par demi-heure de retard entamée à partir de la première minute de retard par rapport à l'heure fixée pour la fin des prestations.

Sur route bidirectionnelle :

En cas de retard en fin d'intervention de jour ou de nuit, ne permettant pas la dépose de la signalisation de chantier à l'heure imposée par le gestionnaire, le titulaire subit une pénalité de **300 Euros HT** par demi-heure de retard entamée à partir de la première minute de retard par rapport à l'heure fixée pour la fin des prestations.

4-3-1.4 Pénalités pour non-conformité de la signalisation temporaire

En cas de non-conformité de la signalisation temporaire (sur le chantier et sur ou au droit des voies ouvertes à la circulation publique) par rapport aux plans soumis au visa de l'acheteur ou par rapport à ses prescriptions, d'utilisation de signaux en mauvais état ou portant des mentions non conformes à la réglementation, il sera appliqué automatiquement, sur simple constatation de l'acheteur, une pénalité de **300,00 € HT** par non conformité constatée et par jour calendaire jusqu'à mise en conformité de la signalisation.

4-3.2. Pénalité pour non remise en état des lieux d'intervention

En cas de défaut de nettoyage des voiries de chantier et des itinéraires empruntés par les engins d'approvisionnement du chantier éventuellement salis par ces derniers, il sera appliqué une pénalité de **100,00 € HT** pour chaque journée faisant l'objet d'un défaut de nettoyage, sur simple constat de l'acheteur. Cette pénalité s'appliquera également pour défaut d'enlèvement de matériaux ou d'éléments métalliques laissés sur le chantier.

4-3.3. Pénalité pour absence à un rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le représentant du pouvoir adjudicateur. En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à **100,00 € HT**.

4-3.4. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

Sans objet.

4-3.5. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

4-3.6. Pénalités pour non-respect des obligations d'insertion par l'activité économique

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas son engagement en matière d'insertion et ne respecterait pas les prescriptions fixées à l'article 11 du présent CCAP, après deux mises en demeure restées infructueuses, des pénalités pourront être appliquées :

- Absence au rendez-vous fixé par **l'acheteur** autour de la démarche d'engagement et de suivi de la démarche d'insertion suivant la notification du marché en présence du prestataire désigné : **50,00 € HT** forfaitaire ;
- Absence de transmission d'information trimestrielle sur la mise en œuvre des heures de clause : **50,00 € HT** forfaitaire ;
- En cas de non-respect des attentes horaires définies dans l'acte d'engagement, pénalité de **60,00 € HT** par heure non réalisée.

4-3.7. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **250,00 € HT**.

4-3.8. Pénalités pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **250,00 € HT**.

4-3.9. Pénalités pour non transmission de la copie de la facture

Le titulaire subit une pénalité de **500,00 € HT**, en cas de non transmission de la copie de la facture en parallèle à son dépôt sur Chorus PRO.

4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois.

Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L. 2191-2 et L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à :

Lot	x
Lot 1	40,00 %
Lot 2	40,00 %

X : pourcentage du montant initial TTC du bon de commande du lot.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4.2 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Conformément aux dispositions des articles R. 2191-11 à R. 2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire, quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % des montants toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées en propre au titre du bon de commande. Si le taux de l'avance appliqué est

supérieur ou égal à 30 %, l'avance est remboursée à la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

L'acheteur se réserve le droit de pouvoir refuser certains équipements s'il juge les équivalences non conformes, non respectées ou inadaptées.

ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ

7-1. Mise en place du marché

Sans objet

7-2. Programme d'exécution

Sans objet.

7-3. Conditions d'exécution

7-3.1. Dispositif de sécurité

Sans objet.

7-3.2. Installation des chantiers du titulaire

En cas d'intervention incluant un balisage DIR Nord, le titulaire doit intégrer le plan de charge du CEI et s'adapter aux contraintes d'un chantier sous circulation.

L'intervention du titulaire doit être programmée au plus tard le **mercredi soir** pour la semaine suivante.

7-3.3. Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport

Les dispositions sont précisées dans le CCTP.

A – Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

Sans objet.

B – Stockage, emballage, et transport

Le prix des emballages est compris.

Le transport s'effectue sous la responsabilité du fournisseur et le prix du transport est compris. Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire.

Le déchargement au sol des matériels des camions de livraison et leur transport jusqu'à l'aire de stockage sont à la charge du titulaire.

7-3.4. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

Concernant la signalisation des chantiers, l'exhaustivité des consignes et recommandations sont répertoriées dans la NESC ; annexe contractuelle du présent CCAP. Dans tous les cas, le maître d'œuvre définit les règles et les modalités d'exploitation temporaire sur le réseau de la DIR Nord.

La signalisation des chantiers peut être à la charge du titulaire. Ces travaux de balisage sont destinés à assurer la protection des chantiers.

Ils seront conformes à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui le modifie et au « manuel du Chef de Chantier » relatif à la signalisation temporaire des routes bidirectionnelles et routes à chaussées séparées (dernière version en vigueur).

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine, mais, également à toute directive, recommandation ou adaptation émanant du RPA relative à l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 31.6 du CCAG, deux cas de figure pour la gestion de la signalisation sont possibles. Le maître d'ouvrage est seul décisionnaire du cas de figure à appliquer et le précisera sur le bon de commande.

La signalisation au droit des travaux est réalisée par le titulaire du présent marché

ou

Par dérogation à l'article 31.6 du CCAG, la signalisation au droit des travaux est prise en charge par le maître d'ouvrage qui assure la fourniture, la mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux et dispositifs nécessaires.

Les modalités d'exploitation sous chantier seront édictées dans les conditions définies à la survenance du besoin par le maître d'œuvre et conformément à la NESc présentant les prescriptions non dérogeables du maître d'ouvrage.

7-3.5. Maintien des communications

Sans objet.

7-3.6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations.

7-3.7. Mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

7-3.8. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

Sans objet.

7-3.9. Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir au plus tard à la livraison et sans supplément de prix toute la documentation et ses éventuels rectificatifs rédigée en **langue française** nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct des fournitures livrées et leurs maintenances éventuelles.

7-3.10. Revendications des tiers

Sans objet.

7-4. Conditions d'intervention

Les conditions d'intervention sont définies dans le CCTP.

Les livraisons s'effectuent à l'intérieur de la plage horaire suivante : du lundi au vendredi de 8 h à 11h45 et de 13h30 à 16h45.

Les horaires applicables pour les prix de prestations de pose ou de dépose éventuelles sont les suivants :

- de jour entre 6 h et 20 h,
- de nuit entre 20 h et 6 h.

7-5. Formation

Sans objet.

7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Aucune stipulation particulière.

ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais

8-1.1. Surveillance en usine

Il appartient au titulaire d'apporter la preuve formelle tout au long de l'élaboration des matériaux, produits et composants entrant dans la constitution

de l'ouvrage que la qualité requise est atteinte par la mise en œuvre d'un contrôle intérieur. Ainsi, le représentant de l'acheteur pourra à tout moment demander les résultats des contrôles de fabrication réalisés par l'entrepreneur.

8-1.2. Vérifications quantitatives

Elles sont effectuées dans un délai de 10 jours à dater de la livraison de la fourniture et/ou de l'exécution du service.

Ces vérifications porteront sur le dénombrement à l'unité, les longueurs et les formats.

La livraison devra toujours avoir lieu en présence du représentant du service acheteur.

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bulletin de livraison ou d'un état dont le modèle peut être imposé par l'acheteur. Ce bulletin ou cet état, dresse distinctement pour chaque destinataire ainsi que pour chaque commande, lot ou marché, comportera notamment :

- nom du client et l'adresse de livraison;
- la date d'expédition;
- le numéro du marché (numéro d'EJ);
- le numéro du bon de commande (numéro d'EJ);
- l'identification du titulaire (nom et raison sociale);
- le nom du transporteur et le numéro du véhicule;
- la désignation des fournitures de signalisation livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur ledit état.

Sauf indication contraire, il renferme l'inventaire de son contenu. Quand il y a lieu, le produit livré doit porter la marque d'identification qui lui est propre.

Les bulletins de livraison ou états seront établis en double exemplaires et remis au service acheteur avant déchargement au sol.

Après livraison, ils seront signés par l'agent réceptionnaire (avec indication lisible du nom signataire), un des exemplaires sera conservé par l'acheteur et l'autre remis immédiatement au livreur.

Chaque facture du fournisseur devra systématiquement faire mention du n° du bon de livraison concerné et être accompagné d'une copie du bulletin de livraison contresigné.

8-1.3. Vérifications qualitatives

Elles sont effectuées dans un délai de 30 jours à dater de la livraison de la fourniture et/ou de l'exécution du service.

Elles portent sur les conformités de ces fournitures avec les prescriptions du CCTP et de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière et des fiches décors dans le cas de la signalisation directionnelle. Tous les matériels devront être conformes à la réglementation et aux normes en vigueur sur la

signalisation verticale, à la date de livraison.

Les fournitures livrées pourront être refusées. Le remplacement ainsi que les autres frais sans exception resteront à la charge du fournisseur s'il a été reconnu que la fourniture est défectueuse ou de nature différente de celle indiquée sur le bon de commande. Les fournitures refusées seront enlevées par les soins, aux frais et risques du fournisseur, dans un délai maximum de quatre jours à compter de la notification de leur refus. Passé ce délai, elles seront renvoyées à ses frais, risques et périls. Elles devront être remplacées par le fournisseur dans un délai de trente jours. Ces mesures sont applicables sans préjudice de l'application des sanctions prévues à l'article 9 de l'arrêté interministériel du 3 mai 1978 relatif aux conditions générales d'homologation des équipements routiers de signalisation de sécurité et d'exploitation.

Le pouvoir adjudicateur peut décider de faire exécuter des essais ou des vérifications. Le fournisseur est tenu de présenter à ses frais tous les échantillons nécessaires pour les vérifications. Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG, si les résultats des vérifications ne permettent pas l'acceptation d'une fourniture de matériaux, produits ou composants de construction, des dépenses correspondant à ces vérifications sont à la charge du fournisseur.

Sauf accord intervenu entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire sur des dispositions différentes,

les vérifications de qualité sont assurées par le laboratoire agréé par le pouvoir adjudicateur.

Les travaux font l'objet d'une réception à chaque commande. Les modalités du contrôle qualité sont définies à l'article 3.2.1 du CCTP.

8-2. Admission

Après que l'acheteur contre-signe le bulletin de livraison, les prestations sont réputées être admises.

Le titulaire devra donc envoyer sa copie de facture accompagnée d'une copie du/des bulletin(s) de livraison au district concerné.

La non-transmission de cette copie entraînera une pénalité telle que mentionnée à l'article 4.3-11 du présent CCAP.

Le non-respect des clauses ci-dessus pourra, si l'acheteur rencontre des problèmes de recoupement entre les livraisons et les commandes, entraîner une suspension du délai de paiement.

8-3. Garantie(s)

8-3.1. Garantie des prestations

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une

réparation qui lui est demandée, est fixé par décision de l'acheteur après l'avoir consulté.

8-3.2. Garantie de suivi de la documentation

Le titulaire garantit qu'il est en mesure d'assurer l'entretien, l'assistance et le suivi de la documentation relative aux matériels et accessoires fournis au titre du présent marché, pendant une durée de 1 an à compter de leur date d'admission.

8-3.3. Garanties particulières

Sans objet.

8-3.4. Garantie des vices cachés

En complément de l'article 33 du CCAG, les fournitures livrées dans le cadre de l'exécution du présent marché sont garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 et 1648 du code civil.

ARTICLE 9. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG.

Est notamment considérée comme cas de force majeure, aux termes de l'article 40.1 2^e alinéa du CCAG, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel ou en cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le Gouvernement français.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire

conformément à l'article L. 2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L. 8222-6 du code du travail, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L. 8221-3 à L. 8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES

Elles sont décrites dans le CCTP.

ARTICLE 11. CLAUSE D'INSERTION PAR L'ÉCONOMIE

11-1. Le principe

Afin de promouvoir l'emploi et favoriser l'insertion, le marché fait l'objet de dispositions sociales et économiques particulières.

11-1.1. Les publics éligibles

Pour ces lots, les candidats s'engagent à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales particulières et répondant à l'une des catégories suivantes :

- Des demandeurs de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi), et ayant travaillé moins de 610 heures sur les 12 derniers mois ;
- Des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et autres minimas sociaux (ASS, Al...);
- Les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés avec une RQTH à jour et validée par la MDPH du département ;
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau inférieur ou égal au niveau 3, sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés, de niveau supérieur au niveau 3, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi connu du Service Public de l'Emploi ;
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et ayant des difficultés d'insertion professionnelle ;
- Les personnes salariées (hors mises à disposition au sein des entreprises attributaires) par une structure de l'Insertion par l'Activité Économique définies à l'article L. 5132-4 du Code du Travail ;
- Personnes prises en charge dans les secteurs adaptés ou protégés : salariés

des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT.

En outre, le facilitateur peut valider l'éligibilité d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières.

Il sera demandé aux entreprises de prendre en considération de manière particulière les candidatures qui lui seront transmises par le facilitateur et ses partenaires territoriaux.

L'éligibilité ne peut être validée, par délégation du Donneur d'ordre que par le facilitateur mandaté sur ce marché et en amont de toute prise de poste.

11-1.2. Volume d'heures de travail réservées

Il leur sera réservé obligatoirement, à l'occasion de l'exécution du marché ou de ses lots, un volume d'heure minimum à consacrer à l'insertion.

Ainsi, pour ce marché, le titulaire s'engage, sur la durée d'exécution totale du présent accord-cadre (y compris la ou les période(s) de reconduction), à réaliser un volume d'heures réservé à l'insertion de **35 heures** par tranche de 150 000 €HT de commandes facturées, pour un ensemble de commandes comprises entre 450 000 et 3 900 000 €HT.

Dans le cas où une même entreprise serait titulaire de plusieurs lots, le calcul de la volumétrie de la clause sociale sera réalisé sur la totalité du volume des commandes.

Si le nombre de prestation réalisée sur la période du marché est inférieure à 450 000 €HT, aucune heure d'insertion ne sera exigée du titulaire. À partir 450 000 €HT de commande, l'entreprise devra consacrer 105 heures de travail à une personne éloignée de l'emploi et 35 heures supplémentaires par tranche de 150 000 €HT. Au-delà de 3 900 000 €HT de commandes, il ne pourra pas être exigé à l'entreprise une réalisation supérieure à 910 heures d'insertion.

La mise en œuvre de l'action d'insertion entre en application lorsque le montant cumulé des bons de commande est égal ou supérieur à 105 heures. Toutefois, le titulaire est libre d'engager une action d'insertion sociale en deçà de ce seuil de commande et au moment qu'il juge opportun.

Après notification de l'accord-cadre, le titulaire, le pouvoir adjudicateur et le facilitateur se réuniront afin de préciser les modalités de réalisation de l'engagement d'insertion.

À l'issue de chaque année d'exécution de l'accord-cadre, un bilan de l'engagement d'insertion est réalisé pour tenir compte de l'évolution des

personnes en insertion dans l'entreprise et adapter si nécessaire les modalités de l'obligation d'insertion prévues au présent accord-cadre.

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en poste d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au présent article. À l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

11-1.3. Comptabilisation des heures

Les heures comptabilisées sont les suivantes :

- les heures travaillées rémunérées;
- **les heures de formation réalisées** en contrat en alternance, en CDPI et CIPI (si les formations préalables sont suivies de missions chez le titulaire);
- **les congés payés** pris à l'occasion de ce marché;
- **les jours fériés** pris sur ce marché;
- **les jours d'intempéries** (sauf si l'organisme extérieur paie sans facturer auprès de l'entreprise).;
- **les arrêts maladie** pris à l'occasion de ce marché;
- les accidents de travail;
- **les congés exceptionnels** (paternité...).

En cas d'arrêt maladie et d'accident du travail, il est demandé à l'entreprise concernée d'informer le facilitateur afin d'étudier les modalités de remplacement.

Durant l'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion sera réalisé pour tenir compte de l'évolution des salariés en insertion et adapter, si nécessaire les modalités d'insertion au présent marché.

11-1.4. Durée d'éligibilité des publics et comptabilisation des heures

La règle générale

À compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois sous réserve des conclusions de l'évaluation annuelle du parcours d'insertion et notamment celles relatives à ses acquis professionnels et socio-professionnels, par le dispositif territorial de gestion des clauses sociales d'insertion animé par le facilitateur et composé des organismes prescripteurs et des partenaires emploi / insertion.

La comptabilisation des heures ne peut se faire que sur la période effective de

réalisation du marché.

Les cas particuliers

Si l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, recruté en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché (dans le respect des conditions citées ci-dessus), la durée d'éligibilité totale aux clauses sociales du salarié sera de 36 mois. Cette durée sera, dans tous les cas, mesurée à partir de la date de sa première embauche en application d'une clause sociale dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat.

11-1.5. Modalités de réalisation

Dans le cadre de leurs engagements, plusieurs formes de réalisation sont proposées aux entreprises attributaires.

Toutes les heures, selon l'une ou les différentes modalités mobilisées, ne peuvent être comptabilisées que sur les contrats commençants a posteriori de la date d'attribution du marché ou du premier ordre de service et affectées obligatoirement à la réalisation dudit marché.

L'éligibilité est liée au statut de la personne et non à la modalité de réalisation.

Modalité n°1 : Embauche directe

Elle peut se traduire par le recrutement direct : CDI, CDD, contrats en alternance (apprentissage ou professionnalisation) ...

Modalité n°2 : La mise à disposition de personnel

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée du marché.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une association intermédiaire (AI), d'une Entreprise Adaptée de travail Temporaire (EATT), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou d'une Entreprise de travail temporaire...

Modalité n°3 : Recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou d'un ESAT ou d'une EA

Dans le cadre de la co-traitance, l'entreprise classique et la structure d'insertion répondent en commun à la présente consultation. Elles s'engagent conjointement non seulement sur l'ensemble des travaux mais aussi sur l'objectif d'insertion et la répartition de celle-ci.

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci. Il est ainsi possible de recourir à la mise à disposition de personnels,

suivi d'un contrat de travail directement porté par le titulaire. Les personnes en insertion devront être intégrées dans les équipes de travail sur des postes productifs ou d'appui à la réalisation du présent marché (administratif, commercial, logistique...).

11-1.6. En cas de recours à la sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le facilitateur et **l'acheteur** afin de recueillir au préalable leur validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

Le titulaire est tenu de faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant. La part sous-traitée ne pourra en aucun cas excéder la volumétrie définie à l'article « *Volumes d'heures de travail réservées* ».

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

11-1.7. Globalisation

Le titulaire du marché peut solliciter, auprès de l'acheteur et/ou du facilitateur mentionné dans les définitions du présent CCAP, la globalisation des heures d'insertion au cas où il est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion.

La demande est étudiée par le facilitateur et l'acheteur. Elle peut être recevable par le facilitateur et **l'acheteur** si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion, réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

11-2. L'accompagnement de l'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'acheteur a mis en place une procédure spécifique d'assistance gérée par :

Mission Emploi Lys – Tourcoing
200 rue de Roubaix 59 200 TOURCOING
Contact : M. Hugo VANDAMME
03 20 28 82 20 / 06 33 33 22 40
hvandamme@lamelt.fr

En fonction de la localisation géographique du titulaire et de la localisation de l'exécution du marché, la structure citée (ici, la Mission Emploi Lys-Tourcoing) peut orienter l'entreprise vers un autre facilitateur clause plus pertinent, pour

apporter un accompagnement de proximité.

Cette mission de facilitation a, entre autres, pour objectif :

Durant l'appel d'offre :

- D'informer les entreprises candidates pendant la préparation de leur offre, en matière de dispositif d'insertion ;

Durant la durée du marché :

- De rappeler les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion ;
- D'accompagner les entreprises pour leur recrutement lié à l'obligation de réaliser leurs heures d'insertion (définition d'un profil de poste, d'un processus de recrutement, positionnement des publics prioritaires...) ;
- De favoriser l'insertion professionnelle des publics prioritaires (montée en compétences et en qualification, construction de parcours professionnel...) ;
- De suivre l'application de la clause pour **l'acheteur** ;
- Faciliter les relations entre **l'acheteur**, l'entreprise titulaire, les opérateurs économiques concernés et les publics en insertion.

11-3 Modalités de contrôle

11-3.1. Dispositions générales

Le titulaire est tenu de fournir au facilitateur tous les éléments nécessaires au suivi et au contrôle du déroulement des actions d'insertion.

De façon mensuelle (ou trimestrielle), le titulaire fournira (sous huitaine ou quinzaine, maximum) tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution de la mise en œuvre de l'action d'insertion.

Le facilitateur produira à la demande du donneur d'ordre ou de l'entreprise les renseignements relatifs à la mise en œuvre de la clause.

Le défaut d'information de la part du titulaire entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article 4-3.6. du présent CCAP.

Le titulaire est tenu d'envoyer les pièces justificatives demandées par **l'acheteur** ou le facilitateur, y compris en cas de sous-traitance. Toute absence d'envoi ou un envoi partiel sera considéré comme une faute pouvant donner lieu à la résiliation du bon de commande ou du marché, sans préjudice des pénalités prévues à cet effet dans le présent CCAP.

11-3.2. Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économique

En cas de difficultés, le titulaire doit, sous huit jours calendaires suite à la déclaration de sa situation auprès des instances prévues à cet effet, informer **l'acheteur** et le facilitateur par courrier recommandé avec accusé de réception,

qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir, si possible, aux objectifs.

En cas de manquement du titulaire à son engagement d'insertion, **l'acheteur** peut procéder à la résiliation du bon de commande ou du marché dans les conditions prévues dans le présent CCAP.

Lorsque le titulaire rencontre des difficultés d'ordre économique et qu'il est tenu de recourir au chômage partiel de toute ou partie de ses salariés, il en informe sans délai **l'acheteur** et le facilitateur.

À ce titre il produit au facilitateur une copie de la « décision d'attribution d'une allocation spécifique » délivrée par la DREETS qui fixe la durée et le volume maximum autorisé ou une copie de la « convention de chômage partiel ».

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure de chômage partiel correspondent à celles prévues au marché.

Par ailleurs, la durée de la mesure de chômage partiel doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

Ainsi le titulaire ne peut prétendre à la suspension de l'application de la clause d'insertion s'il a recourt à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas lui-même touché par une mesure de chômage partiel.

11-3.3. Défaut de mise en œuvre de l'action d'insertion sociale

En cas de manquement du titulaire à son engagement d'insertion et sans préjudice d'une éventuelle procédure de résiliation du marché aux torts du titulaire dans les conditions décrites dans le présent CCAP, l'acheteur applique une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-3.6. du présent CCAP.

11-3.4. Règles liées au respect du RGPD

Le titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Arche MC2 à la demande de la Mission Emploi Lys-Tourcoing qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

À ce titre, les bénéficiaires, les représentants du titulaire, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliquées dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont

enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et vingt-quatre (24) mois après la fin de la période concernée par le marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi / insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à : v.houset@emploi-lystourcoing.fr ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données, M. Vianney HOUSET, Mission Emploi Lys-Tourcoing, 200 rue de Roubaix - BP 50 357 - 59 336 TOURCOING CEDEX.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80 715 - 75 334 PARIS CEDEX 07. La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

11-3.5. Respect des engagements et pénalités

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas son engagement en matière d'insertion, après deux mises en demeure restées infructueuses, des pénalités pourront être appliquées conformément à l'article 4-3.6 du présent CCAP.

11-4 L'insertion à l'issue du marché

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au présent article.

À l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

Dérogations		
CCAP 1-3	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG
CCAP 1-8.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4-1 du CCAG
CCAP 3-3	déroge à l'article	15.3 du CCAG
CCAP 3-3.2	déroge à l'article	10.2.4 du CCAG
CCAP 3-3.4	déroge à l'article	41 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
CCAP 4-2	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG
CCAP 4-2	déroge à l'article	14.1.2 du CCAG
CCAP 8-1.3	déroge à l'article	27.1 du CCAG
CCAP 9	déroge à l'article	41.2 du CCAG